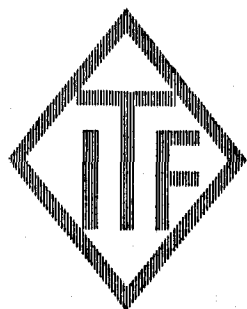




FASCISME

4ème année N°8 Amsterdam, 18 mai 1936

NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE



Une voix d'au delà des frontières. (I.T.F.) Les réflexions suivantes que nous empruntons à un article de la plume de "Austriacus," paru dans le numéro d'avril du périodique autrichien "Der Kampf", rendent bien la pensée des syndicalistes et socialistes autrichiens menant la lutte clandestine. Elles répondent cependant aussi aux conceptions qui nous ont été exprimées par des camarades qui dans le Troisième Reich oeuvrent à la reconstruction de nouveaux syndicats.

"La partie occidentale d'Europe, au-delà du Rhin, ne connaît pas le fascisme. Elle connaît toutefois la guerre mieux que nous, dans toute sa cruauté. A l'heure actuelle encore, le paysan français qui, dans les "régions dévastées" conduit sa charrue, fait sortir du sol violé des ossements, des fusils, des obus. Aujourd'hui encore, il y a des régions dénuées de forêts, où l'herbe ne pousse pas, où le blé refuse de croître. Aujourd'hui encore, Londres revit dans des nuits sombres, le cauchemar des Zeppelins. Et tout cela n'était que jeu d'enfants à côté des dévastations de demain. C'est pourquoi en occident, on pense surtout à prévenir la guerre.

Nous, à l'est du Rhin connaissons le fascisme. C'est là un événement à côté duquel tous les autres disparaissent; c'est une leçon qu'hélas aucun peuple, aucun prolétariat ne peut transmettre à l'autre, qu'il faut avoir apprise par ses propres souffrances. Nous savons qu'on ne peut pas négocier avec le fascisme, qu'on ne peut pas conclure de compromis avec lui ou atténuer ses rigueurs à moins d'une soumission sans conditions à son pouvoir affreux qui extermine toute liberté, tout droit humain, toute joie de vivre.

C'est pourquoi nous rions d'un rire amer lorsque nous lisons dans le "Daily Herald", le journal travailliste anglais, comment il fait appel, avec loyauté et sincérité, à Hitler, à sa compréhension, son intelligence, sa générosité! Le "Daily Herald" ne sait-il donc pas que chaque geste reconnaissant l'autorité d'Hitler, n'a d'autre conséquence que d'augmenter le nombre de ceux pour qui toutes possibilités de faire appel sont exclues et qui ne connaissent qu'un seul "appel", celui du camp de concentration!

La moitié du monde, qui ne sait pas ce qu'est le fascisme, craint la guerre davantage que lui. L'autre moitié qui connaît le fascisme, le hait davantage que la guerre...."

"Voici la politique qu'à notre avis la classe ouvrière internationale devrait recommander et, là où elle le peut, pratiquer: Pas de guerre, car le danger est si terrible, la responsabilité est si affreusement lourde que la majorité du prolétariat, spécialement des grands partis ouvriers dont le rôle est décisif, ceux d'Angleterre, de France et de Russie, la repousse; pas non plus toutefois de négociations avec Hitler.

Pas de compromissions avec le fascisme, pas d'acceptation d'Etats fascistes comme partie contractante ou comme allié.

On ne peut pas pactiser avec le fascisme; on ne peut que le fuir comme la peste. Il faut appliquer contre lui toutes les mesures économiques, politiques et morales que la situation permet et qui ont manifestement et clairement pour but d'isoler le fascisme du reste du monde.... Pas de traités avec lui comme entre gens d'honneur; pas de rapports d'égal à égal, pas d'acceptation d'offres hypocrites, pas de maintendues aux bourreaux!

Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni l'Autriche, aucun Etat fasciste n'est un Etat comme les autres, aussi longtemps que le fascisme y règne en maître. Le mépris du reste du monde doit le lui faire comprendre; il faut que les peuples de ces pays se rendent compte que le monde attend d'eux qu'ils se libèrent de cette domination honteuse.

Les peuples, dont aussi les travailleurs, d'occident nous disent: "Nous ne pouvons pas faire la guerre pour que vous puissiez vous débarrasser de votre gouvernement. Nous ne voulons pas que nos villes soient détruites et que nos enfants soient empoisonnés par les gaz asphyxiants afin que les ruines du monde soient peut-être libérées d'un Hitler. C'est à vous de vous en occuper, c'est votre affaire de vous libérer, vous et le monde, de la tyrannie.

Il se peut que le raisonnement soit fautif; lorsqu'on considère le fascisme comme un problème international (menace permanente de la paix) il est en tout cas hypothétique. En admettant cependant qu'il est juste, voici notre réponse: "Nous reconnaissons que vous ne pouvez pas faire la guerre à notre intention; mais vous devez d'autre part vous abstenir de tout ce qui peut entraver notre lutte.

Chaque traité international avec un Etat fasciste rend la lutte contre le fascisme plus dure; chaque refus international, chaque attitude négative, chaque décision de boycottage, la facilite.

Hitler se trouve aux bords du Rhin, armé. C'est là un fait. Si le monde refusait de négocier avec Hitler, ce serait également un fait. Ce fait là renforcerait en Allemagne les forces qui se dressent contre le fascisme; il agirait en Allemagne même en faveur du monde."

Londres travailliste ne va pas à Berlin. (I.T.F.) Le Conseil du comité de Londres a décidé le 7 avril de décliner l'invitation qui lui avait été adressée de se faire représenter au congrès municipal international qui doit se réunir en juin en Allemagne. Il a souligné en motivant sa décision qu'il ne s'agissait point d'une démonstration contre le peuple allemand à l'égard de qui la population londonienne nourrit des sentiments d'amitié, mais que son refus vise les "conditions" actuelles dans le Troisième Reich, c'est-à-dire la dictature qui terrorise le peuple allemand et qui a détruit l'autonomie des municipalités si poussée en Allemagne.

Une méchante blague. (I.T.F.) Le 23 mars Mussolini a promis aux travailleurs italiens qu'à l'avenir ils seraient "à titre égal, avec les mêmes droits et devoirs que les capitalistes ou chefs techniques, les collaborateurs des entreprises dans l'économie" corporative. Il l'avait solennellement promis dès 1926 dans la "Charte du Travail" et depuis lors il avait toujours à nouveau annoncé l'avènement de "l'Etat des producteurs" qui incorpore pour les jeunes générations italiennes et pour bien des étrangers mal informés, l'idée corporative. Dans la pratique toutefois, la promesse a toujours à nouveau été dé-savouée. Lorsque les troupes italiennes ont fait invasion en Abyssinie, les groupements ouvriers fascistes ont demandé, se réclamant de ces promesses, que les corporations deviennent les piliers d'appui de l'économie de guerre désignée de manière euphémique par le nom d'"économie dirigée". A la place de cela, tous les groupements fascistes ont été éliminés et un "Commissariat général pour l'Economie de guerre" a été nanti de pouvoirs très étendus. Les possibilités d'intervention de l'Etat dans l'économie ruinée par la guerre ont été renforcées; il n'est plus guère question de "l'Etat des producteurs" où ceux qui travaillent règlent la production. Ce n'était qu'une méchante blague que la proclamation par Mussolini d'une "Chambre des groupes et corporations fascistes" au moment même où il éliminait les corporations qui ne faisaient que commencer de fonctionner.

Le bien d'autrui. (I.T.F.) Le 2 mai 1933, les Nazis ont occupé les sièges des syndicats libres allemands et ont volé aux travailleurs syndiqués les fortunes de leurs organisations. Le 12 mai, le tribunal a saisi à Dantzig la fortune des syndicats libres. Dans l'Etat

libre de Dantzig, la Constitution garantie par la Société des Nations prévoit la liberté syndicale. Les syndicats dantziens ont immédiatement interjeté appel contre ce vol par les Nazis; la première instance judiciaire cependant a dans son jugement du 15 décembre 1934, donné raison aux usurpateurs. Le jugement d'appel devant la Cour suprême a été traîné en longueur pendant 14 mois; la cause ne sera jugée que le 27 avril prochain, soit près de 3 ans après la "mise au pas". Il va sans dire que la Cour suprême sera obligée de reprendre au Front dantziens du travail ce qu'il a volé; la situation est d'une clarté enfantine pour des juges objectifs. Seulement la fortune des ouvriers autour de laquelle tourne le procès, existe-t-elle encore?

Le Front du travail dantziens a jeté l'argent à pleines mains. L'ancienne maison des syndicats n'était pas digne d'abriter les nouveaux venus; il fallait installer une ancienne banque pour devenir "maison du travail" digne de ce nom. Deux autres maisons encore devaient être louées et une maison spéciale pour la "formation professionnelle" devait être solennellement inaugurée. En 1935 cependant, les caisses étaient vides et tous les bureaux fastueux durent être concentrés dans la "maison de la formation professionnelle". Il n'est pas certain si c'est uniquement l'insuffisance des cotisations ou bien si c'est la série des cas de corruption qui est responsable de la catastrophe financière. Depuis le 31 décembre 1934, le Front du travail de Dantzig n'a plus publié de rapport financier. Depuis cette date de nombreux secrétaires ont été écroués pour détournement de fonds. Un d'eux était le Commissaire qui avait dirigé la "saisie" des fonds des syndicats libres. Le 1er janvier, le Front dantziens du travail a dû prendre auprès d'une banque un crédit de 200.000 gulden, afin de pouvoir du moins faire face à ses obligations les plus urgentes. Ce crédit n'a pas pu jusqu'à présent être remboursé, pour autant que nous sachions. 50 employés ont été congédiés, dont le trésorier, le chef du groupement des typographes et des ouvriers du bâtiment, ainsi que le conseiller juridique des employeurs. Il y a tout lieu de craindre que le Front du travail a mangé la fortune volée des syndicats libres.

Protestation contre la terreur. (I.T.F.) L'archevêque de Munster a déclaré (fin mars) dans l'église St. Urbain à Buer en Westphalie: "Nos associations catholiques d'ouvriers et de jeunesse ont été dissoutes et interdites il y a 6 mois, dans le district de Munster; leurs institutions et leur fortune, même leurs drapeaux et bannières bénis, ont été saisis sous prétexte d'activité hostile à l'Etat et au peuple. Les hommes accusés nommément à cette époque n'ont même pas comparu devant les tribunaux et aucun jugement n'a été prononcé contre eux. Malgré tout cela, l'accusation, ni les mesures n'ont été jusqu'à présent annulées!" Les plaintes de l'archevêque de Munster (dont nous empruntons le texte à l'organe du cardinal de Vienne "La Reichspost" (du 1er avril) ne sont que trop justifiées. Avec la même brutalité toutefois dont on persécute dans le Troisième Reich toutes les organisations ouvrières, on terrorise en Autriche, dans le pays de la dictature "chrétienne" les syndicalistes qui œuvrent pour la reconstitution de leurs organisations.

Derrière les coulisses. (I.T.F.) Aucune décision n'est encore intervenue dans le Troisième Reich quant à la question de savoir qui supportera les frais du réarmement. Les intérêts des dettes qui depuis 1933 ont augmenté de près de 20 milliards de marks, doivent être payés et la continuation du réarmement doit, si possible, être financée des recettes régulières afin d'éviter un nouvel accroissement de la dette publique. Une lutte acharnée est menée derrière les coulisses pour savoir sur qui retomberont les nouvelles charges. Le Bulletin trimestriel de l'Institut pour l'Etude des Conjonctures (s'arrêtant au 25 mars) constate que "les recettes de l'industrie ont visiblement augmenté ces trois années écoulées" bien que "les taxes et impôts augmentés pendant la période de crise n'aient pas été diminués et que les versements pour favoriser l'exportation (la caisse du dumping) et les frais de production augmentés à la suite de la hausse des matières premières, tendent à réduire les recettes." (page 423/24) Les industriels déclarent que s'ils devaient payer une taxe considérable sur les armements, ils ne seraient pas en mesure de verser un milliard dans la caisse du dumping. Sans subventions de cette caisse, l'industrie allemande n'est toutefois pas en mesure de soutenir la concurrence sur le marché mondial, ce qui priverait le Reich

des devises étrangères si impérieusement nécessaires pour l'achat de matières premières pour l'armement. C'est ainsi que l'armement dépend du désir d'exportation des industriels. Les industriels profitent de leur position et exigent des impôts massifs. Ces impôts diminueraient encore la popularité du régime auprès des masses. Les éléments propagandistes du parti nazi veulent, par conséquent qu'on se décharge des frais du réarmement par une dévaluation accentuée du mark. Un semblant de lutte pour remédier au renchérissement de la vie auquel cette dévaluation donnerait lieu pourrait servir de dérivatif. Le périodique "Deutsche Volkswirtschaft" (du 1er avril) qui a des liens avec le ministre de la Propagande, a déjà rassuré les industriels en disant qu'une dévaluation n'irait pas de pair avec une augmentation des salaires. Les industriels craignent cependant que les travailleurs ne forcent les organes de propagande du parti à céder aux revendications ouvrières tendant à une majoration correspondante des salaires ouvriers. C'est pourquoi ils insistent pour qu'une prompt décision soit prise quant aux impôts. Hitler dont l'irrésolution est devenue proverbiale peu à peu, hésite entre les nécessités de propagande de son parti et le désir des industriels que lui présente son ministre Schacht. Pour commencer, on continuera sans doute le financement au moyen de traites à courte échéance et en poursuivant le gaspillage des biens de l'Etat.

Contrastes. (I.T.F.) "Soyez heureux de vivre". Tel est le mot d'ordre lancé par le "front allemand du travail en vue de la célébration des fêtes du premier mai. Ce mot d'ordre ne sera pas accueilli par tous avec un égal enthousiasme.

Les employeurs eux, auront tout lieu de se réjouir en ce troisième anniversaire de la destruction des syndicats. Suivant le Bulletin trimestriel de l'Institut pour l'Etude des conjonctures (dont les relevés s'arrêtent au 25 mars) le total des bénéfices nets de 1029 sociétés a augmenté de l'exercice 1933 à 1934 de 221%. Le bénéfice net publié des sociétés allemandes qui ont publié dans le deuxième semestre 1935 leur bilan pour l'exercice 1934/35 a monté depuis 1932/33 de 97,6%, c'est-à-dire presque doublé. Les bénéfices réels ont monté davantage.

Le 25% toutefois des ouvriers allemands payaient en 1935 leur cotisation à l'assurance-invalidité dans les classes de salaire au-dessous de 12 marks par semaine. En 1932, la pire des années de crise, ce chiffre n'était que de 22%. Quant aux ouvriers spécialistes leur salaire horaire moyen se trouve, en dépit des armements, de 5% au-dessous des taux de 1932. La valeur de la production industrielle a cependant monté depuis 1932 de 53% et le revenu des employeurs de l'industrie et du commerce, qu'il devient impossible de camoufler plus longtemps, de 23%.

Quant aux banques elles reconnaissent ouvertement qu'elles dissimulent les bénéfices réels. Les impôts payés par la Commerz-und Privatbank ont cependant augmenté de 23%, ceux de la Dresdner Bank de 130%!

Les résultats pratiques. (I.T.F.) Le Dr. Ley avait affirmé, dans son appel pour le 1er mai 1935: "Les salaires deviendront équitables. Je tiens à vous le dire aujourd'hui. Dès le 1er mai 1936, je pourrai vous soumettre des résultats pratiques". Il annonça que les ouvriers du textile recouvreraient un salaire raisonnable. Or, les ouvriers du textile sont loin de toucher un salaire raisonnable. 12% sont en butte à un chômage partiel renforcé. Ils n'arrivent malgré une subvention qu'à 36 salaires horaires par semaine. L'industrie du textile a néanmoins pu augmenter ses dividendes. Dans les mines de charbon, le rendement par jour a été augmenté, par la rationalisation et les mesures pour stimuler le travail, d'encore 5%, dans les mines de bitume de 6%. Les revenus par jour n'ont augmenté cependant que de 1 à 2% et le mineur ne peut de son salaire s'acheter que les 4/5 de ce qu'il pouvait se procurer en 1932.

Voilà les "résultats pratiques" des promesses du Dr. Ley!

Les cheminots français lancent un appel. (I.T.F.) La Fédération française des travailleurs des chemins de fer nous envoie la suivante

" LETRE OUVERTE AU PEUPLE ALLEMAND.

Camarades,

Vous savez combien tous les cheminots de France se sont élevés contre les arrestations et les emprisonnements, ainsi que contre les exécutions perpétrées par le fascisme allemand.

Les cheminots n'ont jamais manqué de manifester leur solidarité avec tous les travailleurs allemands victimes du fascisme et, en particulier, avec THAELMANN en qui ils saluent un des plus vaillants lutteurs anti-fascistes.

C'est pourquoi, à l'occasion du cinquantième anniversaire du camarade THAELMANN, odieusement emprisonné par Hitler, nous sommes persuadés d'exprimer les sentiments de tous les cheminots français en adressant à notre camarade l'expression de nos sentiments de vive admiration et de solidarité fraternelle.

Dans cette période où le fascisme menace la Paix, les travailleurs français et les cheminots en particulier, qui ne confondent pas les travailleurs allemands avec les bourreaux de l'hitlérisme, vous déclarent qu'ils ne cesseront de lutter et de vous soutenir dans votre lutte

POUR EN FINIR AVEC LE FASCISME,
POUR ARRACHER LES EMPRISONNES DES CAMPS DE CONCENTRATION ET DES PRISONS,
POUR LIBERER THAELMANN.

Pour la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer de France, des Colonies et Pays de Protectorat:

Le Bureau Fédéral:

Demusois, Jarrigion, Crapier, Pérignon, Liaud, de Kerdelleau, Semard, Midol, Touremaine, Quertelet, de Payan, Lutgen, Badinot, Ramboud, Denys, Bruge, Ouradou, Wimberg, Dupuy, Rousseau, Abraham, Blanchet.

La lutte de classe unilatérale. (I.T.F.) Trois ans après l'anéantissement des syndicats allemands, l'ancien Commissaire au travail pour la Westphalie écrit (Braune Wirtschaftspost, 4 avril 1936): "On sait que le Front du travail a en 1933 remplacé les anciennes organisations ouvrières de combat. Il a écarté de la sorte des conditions préalables décisives pour une continuation de la lutte de classe..." Si les syndicats ouvriers étaient dissous, les employeurs n'étaient privés que pour la forme de leurs groupements. "Après la dissolution des organisations patronales les employeurs n'étaient pas sans organisation. Ils avaient leurs cartels... et leurs groupements économiques. Ces derniers ont été incorporés par la suite dans l'"organisation de l'économie industrielle", qui comme un tout est entrée en des relations organiques avec le Front du travail... relations assez platoniques et peu efficaces pour la pratique de l'économie".

L'ancien Commissaire au travail le reconnaît on ne saurait plus clairement: les travailleurs ont été privés de leurs organisations légales: celles des employeurs ont été étendues.

La corruption en Autriche. (I.T.F.) Lors du Krach de la "Phoenix", la compagnie d'assurance sur la vie viennoise, la corruption des dictateurs autrichiens a été rendue publique. Il ne s'agissait que d'une partie mais elle en dit long!

La "Phoenix" travaillait dans 23 pays. On savait depuis des années qu'en Autriche et en Tchécoslovaquie les réserves n'étaient pas couvertes. Le gouvernement tchécoslovaque intervint; celui d'Autriche ne se souciait pas de la protection des assurés.

Après la mort inopinée du directeur général, il fut impossible de cacher plus longtemps que 250 millions de schillings manquaient aux réserves. Une partie de cette somme n'avait jamais été disponible; une partie avait disparu dans des spéculations à la Bourse. Il est vrai que la loi interdit en Autriche les spéculations aux compagnies d'assurances. Pour la "Phoenix" cependant, il n'y avait pas de loi car elle avait acheté Ochsner, le fonctionnaire supérieur dont relevait au ministère de l'Intérieur, le contrôle de l'Etat sur les sociétés d'assurances. Ochsner s'est sur ces entrefaites suicidé! Même un contrôle de bonne foi aurait cependant difficilement pu importuner le tout-puissant directeur général de la "Phoenix" car les plus hauts dignitaires de la dictature chrétienne avaient été corrompus. Depuis 4 ans, le président des chemins de fer fédéraux Vaugoin, président du Conseil d'administration de la "Phoenix" couvrait de son autorité les mesures du directeur général. Vaugoin touchait tous les mois 4.000 schillings, en outre une indemnité globale pour l'auto de 1.200 schillings et une indemnité de logement de 400 schillings par mois. En sa qualité de président de la fabrique de cartouches Hirtenberg et de vice-président des fabriques d'explosifs Bluman, appartenant au consortium chimique Skoda-Wetzler, il touche encore des sommes appréciables sans parler de ses appointements réguliers. Cela paraît ne pas lui avoir suffi. On a trouvé dans les caisses de la "Phoenix" une traite

d'un million signée par le général Vaugoin! En outre un reçu de 6 1/2 millions de la part des chemins de fer fédéraux d'Autriche. Les chemins de fer fédéraux en banqueroute se laissaient aussi tirer d'embarras par la "Phoenix".

Le général Vaugoin qui, malgré tout, continue à tracasser les cheminots autrichiens n'était pas le seul dignitaire à accepter de l'argent de la "Phoenix". Le secrétaire du directeur général devait tenir à jour en toute forme une liste des corrompus. Cette liste repose depuis le 3 avril entre les mains du rédacteur en chef du journal officieux, la "Reichspost", mais le gouvernement en a interdit la publication. Quelques noms ont néanmoins percé. Dans la liste figure M. Strafella, le président de la "corporation des entreprises de communications". La "Phoenix" lui avait "prêté" 500.000 schillings contre remise de titres sans valeur. La liste porte en outre le nom de M. Fey, l'homme qui comme "ministre de la sûreté" a fait en février 1934 tirer sur les logements ouvriers viennois et qui aujourd'hui terrorise les bateliers du Danube et dockers en sa qualité de directeur de la "Donaudampfschiffahrtsgesellschaft". Il s'est laissé offrir la fastueuse installation d'une habitation de 7 pièces! D'autres noms de la liste sont celui du ministre du Commerce et des Communications Stockinger et du ministre des Finances Draxler, l'ami intime du prince Starhemberg. Il y a en outre dans la liste de nombreux noms de journalistes de feuilles bourgeoises et d'organes politiques: Front patriotique, Heimwehr, parti hitlérien.

Lorsque le Front patriotique, l'organisation centrale de tous les groupements gouvernementaux, fut fondé, le directeur général Berliner a donné le capital de fondation des caisses de la "Phoenix". Des fonctionnaires élevés du Front patriotique touchaient tous les mois une "douceur" pour qu'ils ne parlent pas. Le chef pour la province de Vienne par exemple, le capitaine Seifert, recevait tous les mois 1.000 schillings. La Heimwehr a reçu 5 millions au total. Ces millions ont aidé à la garder en bon état; le directeur général de la "Phoenix" a par conséquent facilité la guerre civile.

Le directeur Berliner de la "Phoenix" était juif. Le parti hitlérien anti-sémite s'est par conséquent fait payer des sommes de corruption provenant du juif Berliner, par l'intermédiaire d'un directeur-adjoint "aryen" le directeur Hösslinger de la "Versicherungsanstalt der Oesterreichischen Bundesländer", société filiale de la "Phoenix". Berliner lui a fait offrir aux Nazis un prêt de 80.000 schillings pour l'acquisition de la "Maison brune" à Linz. De leur côté les chefs nazis Habicht et Proksch se sont engagés par écrit à ce que les membres du parti hitlérien en Autriche s'assurent exclusivement auprès de cette entreprise filiale de la "Phoenix" juive.

De grosses sommes font défaut dans la caisse, mais le gouvernement ne songe pas à obliger les coupables à réparer leur faute. Ils tâchent de rassembler les sommes nécessaires en grevant le personnel. Le statut, ainsi que le contrat collectif intéressant les employés des sociétés autrichiennes d'assurance, ont été abrogés par le gouvernement et les pensions ont été réduites de montants allant de 7 à 29%. Les traitements doivent être réduits de 23%. Si jusqu'au 1er juillet aucun accord n'est intervenu entre les employés et les directions, le gouvernement imposera les nouveaux taux de traitement réduits dans la mesure indiquée. La société "Phoenix" a enfin été dissoute. Le porte-feuille des assurances en Autriche est repris par une société nouvellement fondée. Tous les 800 employés de la "Phoenix" ont cependant été licenciés pour le 1er mai. Une petite partie d'entre eux seulement seront repris par la nouvelle société. Les autres en seront réduits à aller toucher l'assurance-chômage cela pour que les dignitaires corrompus puissent garder les sommes empochées.

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

Les 100 p.100. (I.T.F.) On prétend que lors des prétendues élections du 29 mars, le 100% des marins allemands ont voté pour Hitler. Or, les marins devaient voter, ou bien à bord ou bien dans des locaux spéciaux de vote. Chez les marins, la pression a par conséquent été encore plus forte et le contrôle encore plus perfectionné qu'en général dans ces "élections". Les faits seuls que les Comités électoraux n'étaient composés que de Nazis sûrs, que les bulletins "nuls" pouvaient être transformés en des bulletins valides ont permis ce "résultat" du scrutin. Il ne dit rien au sujet de l'état d'esprit véritable parmi les marins. Celui-ci ressort mieux que de toute autre chose de la manière dont le Front du travail pressure des cotisations des gens de mer.

Les cotisations au syndicat sont une chose facultative. Le marin qui les paie sait pourquoi il le fait. Les cotisations au Front du travail imposées par la force, sont de l'argent jeté et les marins allemands tâchent par tous les moyens de s'y soustraire. Pendant deux ans et demi ils ont pratiqué avec succès le truc que voici: lorsque le délégué du bord du Front du travail venait encaisser la cotisation, ils déclaraient avec indignation qu'ils ne pouvaient pas payer deux fois: leur carnet était tenu à jour dans l'un ou l'autre port insignifiant ou encore, la mère, la femme ou la belle-mère payait pour eux dans le port d'attache. Le Front du travail était impuissant; pas la moitié des marins ne pouvait être forcée à payer.

Depuis un an tout a changé. A présent chaque marin allemand doit posséder deux cartes du Front du travail, tout comme il a deux cartes d'impôt. Il doit remettre l'une des cartes en venant à bord et peut garder l'autre. La cotisation est retenue à présent tous les mois sur la solde et l'armateur la remet directement au Front du travail qui peut enfin mentionner que les cotisations sont payées à "100 p.100".

Le Front du travail n'a pas manqué de profiter de l'occasion favorable et a à partir de mars 1936, augmenté la cotisation pour les marins. Les chauffeurs et matelots doivent payer 80 pfennigs de plus. Les chefs-chauffeurs, conducteurs de petite-chaudière, quartiers-maîtres et maîtres d'équipage payent un certain pourcentage au-dessus de l'ancienne cotisation. Il va sans dire qu'aucun marin n'a été consulté. Les "Führer" décident, mais les hommes doivent payer.

Une semaine de 100 heures "patriarcale". (I.T.F.) Une entreprise d'autobus et de camionnage fait signer toutes les semaines à ses salariés un décompte sur le salaire auquel ils ont droit. "Suivant ce décompte les salariés de ladite entreprise peuvent être obligés à fournir toutes les semaines 48 heures normales, 36 heures supplémentaires et 14 heures le dimanche. Pour ce travail ils ont droit à un salaire net de 20 schillings (env. 56 frs) par semaine plus une nourriture insuffisante. Il n'y a pas de repos officiels. La maîtresse de maison décide quand commence et quand prend fin l'heure du repas de midi. Il est vrai que l'employeur qualifie cette situation de "conditions patriarcales" (numéro d'avril de l'organisation fasciste des travailleurs du commerce et des communications).

En régime de dictature chrétienne tout est possible...

Un recul de 40%. (I.T.F.) Le contrat collectif encore conclu par le syndicat libre garantissait aux chauffeurs de taxi viennois un revenu minimum de 36 schillings pour 6 jours de travail. Lorsque le chauffeur qui avait droit au 27% des recettes brutes, n'avait pas atteint cette somme, l'employeur lui payait la différence. Au début de 1935 ce contrat collectif, qui déjà n'était plus respecté depuis l'anéantissement des syndicats, a été dénoncé par les employeurs. Aujourd'hui "les chauffeurs de taxi viennois les mieux payés (!) touchent--selon l'organe du syndicat fasciste des travailleurs du commerce et des communications-- un revenu net hebdomadaire de 20 à 22 schillings" (56 à 62 fr. frs.).